

## **Élections européennes en 2019 : pour qui, pour quoi allons-nous voter ?**

Jean-Dominique GIULIANI, Président de la Fondation Robert Schuman, était jeudi 22 novembre à l'ENA à Strasbourg pour une conférence de l'association DECERE (Démocratie, Construction Européenne et Religions).

Soyons fiers de ce que nos pères ont fait de l'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, mais ne nous contentons pas de trouver nos avocats dans le passé. Alors que toute l'évolution de la planète plaide, à l'évidence, pour l'union des nations européennes, l'Europe traverse une crise de doutes comme elle n'en a pas connue depuis sa création. À mes yeux, l'Europe, c'est une évidence d'une simplicité enfantine qui va au delà des raisonnements les plus compliqués et cette évidence a trois pieds : l'évidence démographique, l'évidence géographique et l'évidence démocratique.

### **Trois ou quatre évidences à prendre en considération**

L'évidence démographique. Nous (les 28 États de l'UE) représentons aujourd'hui 7% de la population mondiale et cette proportion va diminuer d'ici 2050. Si la tendance démographique se confirme, nous allons perdre de la population malgré l'immigration. Nous sommes le plus petit espace politique de la planète et le plus riche en proportion de son nombre d'habitants. À 28, aujourd'hui, nous affichons le PIB le plus important de la planète, pratiquement l'équivalent de celui de la Chine et bien devant les USA. Environ 20% de la richesse du monde est produite en Europe et, comme Madame Merkel le répète fréquemment, 50% des dépenses mondiales de solidarité et de santé se font en Europe. Ce sont des contradictions qui ne sont pas durables.

L'évidence géographique. Nous sommes le plus petit espace politique, économique de la planète. La taille pertinente d'un tel espace au XXI<sup>e</sup> siècle est le continent. Même si le continent européen était complètement unifié, - ce qu'on ne souhaite pas - il serait encore le plus petit, face aux USA, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil... Cette évidence pousse les États à se rapprocher.

L'évidence démocratique. Ce n'est pas cette conception individualiste de la liberté, mais l'attachement à la dignité et au respect de la personne humaine que nous héritons directement de l'enseignement de l'Église. C'est cette conception personnaliste inscrite dans la Charte de droits fondamentaux, dans la définition des libertés individuelles et collectives : la personne, avec ce qu'elle est, ce qu'elle a le droit de penser, de croire, et son droit à évoluer dans ses conceptions, dans ses convictions... Les définitions de la non-discrimination, de la protection des minorités, de la parité... figurent dans les traités européens ; ce sont les définitions les plus achevées des libertés individuelles et collectives bien au delà de ce qu'on peut trouver dans le monde anglo-saxon et bien sûr dans les autres modèles qui remettent à la mode les régimes autoritaires dits aujourd'hui illibéraux, c'est à dire des démocraties tronquées qui ne sont pas faites comme les nôtres de balances entre les pouvoirs, de société civile libre, d'une justice indépendante, d'un État de droit que nous avons mis des siècles à inventer. Il y a donc une spécificité de la pratique démocratique européenne qui nous rapproche ; nous les Allemands, les Français, les Danois, les Suédois, les Européens en général. Lorsqu'on essaie de se comparer à nos amis et alliés américains, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup de nuances, que le mercantilisme peut être aussi une différence entre les deux rives de l'Atlantique, que l'attachement à la culture, le respect de la diversité ont été appris de notre histoire qui n'a pas toujours été exemplaire mais nous a néanmoins permis d'apprendre de ce passé.

À ces trois évidences j'en ajouterai une toute nouvelle : désormais l'Europe a des ennemis. L'Europe s'est construite après la guerre avec une vision pacifique des relations

internationales qu'elle souhaitait pouvoir imposer par le "soft power", le pouvoir d'influence, par l'aide au développement... Nous sommes les premiers distributeurs de l'aide au développement dans le monde. 65% de l'aide au développement dans le monde sont donnés par les États membres de l'UE, 55% de l'aide alimentaire ! Les USA ont longtemps occupé cette place de bienfaiteurs et nous, européens, nous pensions qu'avec cette méthode complètement pacifique, basée sur le droit, nous arriverions à convaincre d'autres de partager nos conceptions des relations entre États. C'était le rêve européen au lendemain du deuxième conflit mondial, cette guerre civile européenne qui avait mis le feu à la planète. On s'aperçoit que finalement les relations internationales ont des constantes et que de grands États continuent à faire ce que nous avons fait dans le passé. Cette conception trop naïve des relations internationales est désormais une nouvelle évidence pour les européens.

Ces défis extérieurs démographiques, géographiques, culturels, géostratégiques, poussent les États européens à être plus unis que jamais, à poursuivre cette intégration qu'ils ont engagée au tournant des années 1950 et qui a permis de reconstruire l'Europe, de la pacifier et finalement d'avoir un niveau de bien-être que beaucoup nous envient.

### **Mais l'Europe doute d'elle-même**

Nous doutons parce que nous avons vraisemblablement beaucoup partagé ; nous avons partagé notre souveraineté parfois volontairement, parfois involontairement. La méthode communautaire inventée par Monnet et portée par Schuman consistait finalement à faire les choses un peu à l'envers pour que petit à petit les intérêts soient suffisamment croisés pour qu'on ait envie d'aller plus loin. C'est le sentiment qu'ont les citoyens : on ne leur a pas tout dit. On ne leur a pas dit que les réglementations environnementales se décidaient désormais au niveau européen, que nos budgets, nos dépenses, etc... devaient être pensés avec nos partenaires. Nous avons réussi l'intégration de l'Europe au delà de ce qu'on pouvait imaginer avec évidemment des abandons de souveraineté nationale, question dont les souverainistes et les opposants à l'Europe s'emparent en permanence.

Nous sommes à une époque où les changements du monde sont tels que chacun est à la recherche de son identité, de ses racines régionales, nationales, etc... On assiste à un repli face aux vertiges de la globalisation, des avancées scientifiques (bioéthique, numérique, etc...) et surtout face à la rapidité avec laquelle elles se diffusent dans la société. Ce sont des évolutions qui ont des conséquences sociales, politiques, considérables et qui créent un vertige à l'égard de l'avenir qui n'arrive pas à trouver une expression politique. Aujourd'hui, prendre une décision - y compris dans notre cellule familiale - c'est prendre en compte toute une série de données différentes, on ne comprend pas tout, on n'explique pas tout et on ne transmet pas bien. Nos concitoyens sont perturbés par ce monde et se posent des questions extrêmement légitimes qui, à mon avis, incitent les responsables politiques aux replis et à poser la question de la souveraineté en Europe, aux USA, partout... Les responsables politiques jouent un jeu de rôle : « moi, je vais vous rassurer » dit Donald Trump à la moitié des Américains. Il rassure la moitié des Américains en envoyant l'armée pour fermer les frontières. On sait bien qu'il ne fera pas tirer sur des foules en difficulté, mais il joue de cela. Chez nous, à droite comme à gauche, quand on n'a pas de solution, on fait finalement comme si on pouvait agir sur des tendances de fond, ce qui ramène à la question de la souveraineté puisque les espaces publics sont organisés sur le plan national.

On cite Ernest Renan - sa fameuse conférence en Sorbonne de 1882 - « Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible: le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. ». C'est une bonne définition mais il faut aussi lire le paragraphe suivant : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. » On ne cite pas cette seconde

phrase dans les instituts de sciences politiques laissant entendre que la nation est l'alpha et l'oméga de l'organisation politique démocratique.

On voit aujourd'hui apparaître en Europe, un doute profond, un doute nationaliste. Certains parlent de populisme mais derrière le populisme se cache le nationalisme. C'est un véritable obstacle parce qu'au stade d'intégration auquel nous sommes arrivés, on se demande si on doit aller plus loin. Est-ce qu'on doit avoir une armée européenne ? Est-ce que les magistrats doivent être européens ? Est-ce que les policiers peuvent franchir les frontières pour poursuivre les criminels ? Autant de sujets qui sont des questions légitimes et auxquelles on n'a pas de réponses évidentes parce que c'est devenu très compliqué. [...] Prenons le sujet de l'immigration. Entre 2015 et 2018, l'immigration illégale sur le territoire européen a été diminuée des deux tiers. Mais grâce à qui ? Grâce à tout ce qui a été fait au sein de l'UE pour conditionner l'aide aux pays africains, pour essayer de sécuriser l'immigration, contrôler les frontières, passer des accords avec des pays traversés par les migrants, etc... C'est l'UE qui a permis aux États membres de faire ensemble ; mais qui le sait, qui le dit ? Les responsables politiques nationaux n'ont pas intérêt à montrer les succès de l'Europe - on vote encore sur le plan national - et les institutions européennes sont souvent trop diplomatiques pour faire de la politique.

### **Trop technocratique, pas assez démocratique**

Les décisions européennes sont souvent perçues comme étant technocratiques, c'est probablement un effet du système. En effet, les administrateurs qui prennent des décisions ne les appliquent pas ; ce sont les administrations des États membres qui les appliquent. Je prétends que l'action publique est dans l'interface permanente entre le savoir-faire dans l'application de la loi et celui qui doit effectivement l'appliquer. Les fonctionnaires européens sont parmi les plus brillants d'Europe, sont exceptionnels de l'aveu même des américains, des russes ou des chinois, mais ils n'ont pas la faculté de voir directement sur le terrain les effets des décisions qu'ils prennent. Et cela change tout dans la manière de concevoir les lois, les règlements, les directives et ensuite de les faire appliquer. Le fonctionnement des institutions européennes mérite d'être en permanence amélioré. Ceci explique en partie le Brexit, le sentiment des Italiens très eurosceptiques pour certains d'entre eux, le trouble de nos amis allemands, explique pourquoi les Suédois, qui ont inventé la cogestion sociale, votent à 20% pour des partis eurosceptiques. Il y a incontestablement quelque chose qui s'est décroché et qui doit nous faire réfléchir.

### **Quelles sont les perspectives ?**

Y a-t-il des évolutions, des raisons d'espérer ou au contraire de désespérer ?

On doute, on hésite à aller plus loin, mais certains ont envie d'aller plus loin. L'idée de faire des cercles concentriques agite la classe politique ; il faut refaire l'Europe à six, à douze, etc... Mon expérience me conduit à être très prudent sur tous ces sujets. On ne peut pas dire qu'il y a un noyau dur des pays en Europe et nous sommes dans le noyau dur. Allez expliquer aux Polonais qu'ils sont dans l'écorce molle... L'Europe ne doit pas exclure pour reléguer dans le deuxième ou troisième cercle parce qu'on est alors reparti dans un processus qu'on veut précisément éviter.

Je suis un fervent partisan de l'intégration par l'exemple. L'air de rien, c'est ce qui se passe en matière de défense. La France et l'Allemagne ont mis en commun leurs avions de transport, ont décidé de faire un avion de combat... Et on a fait une coopération structurée permanente, c'est une disposition du traité sur l'Union européenne qui permet à quelques uns d'aller plus loin, plus vite que les autres. Finalement 25 États membres se sont engagés à unir leurs forces sur une base régulière, à travailler, dépenser, investir, acheter et agir de concert. On a montré l'exemple. C'est aussi comme cela qu'on a créé l'espace Schengen ; d'abord France Allemagne puis cinq États membres et aujourd'hui 24 États dont certains ne sont même pas membre de l'UE et ce n'est pas un accord entre États, c'est

géré par la Commission européenne. Évidemment quand je dis cela à Bruxelles ce n'est pas très populaire parce qu'à Bruxelles les institutions font la course pour avoir plus de pouvoir mais en réalité c'est comme cela que ça se passe et c'est une raison d'être optimiste parce que finalement c'est le bon sens.

Le vrai sujet de l'immigration pourrait être traité de la même façon. Trois ou quatre pays - Italie, France, Espagne et Allemagne - pourraient se mettre d'accord sur quelques règles simples pour donner le même statut aux demandeurs d'asile. On créerait alors un mouvement qui faciliterait la mise en place d'une politique communautaire de l'immigration. Aujourd'hui la méthode communautaire consiste précisément à procéder dans l'ordre inverse : la Commission fait une proposition, les ambassadeurs se réunissent et ne peuvent pas trouver rapidement un accord puisqu'ils ont chacun des consignes de leur gouvernement. Des consultations s'imposent et le temps passe et le citoyen a l'impression que l'Europe est inutile. Dans ce processus d'intégration par l'exemple, la Commission européenne est garante des engagements pris et doit les mettre en œuvre.

[...] On voit les grands partis traditionnels s'effondrer les uns après les autres. Ce fut d'abord la gauche en Europe et c'est maintenant le tour des grands partis de droite. En France le parti "Les Républicains" est réduit à sa plus simple expression, la droite italienne est tombée à 14% avec Berlusconi et la coalition CDU-CSU en Allemagne est créditée de 26% dans les sondages alors qu'elle était à 40%. Ce mal-être, ces angoisses, ces interrogations ne sont pas qu'européennes (USA, Brésil, Japon), dans toutes les grandes démocraties, la vitesse des bouleversements mettent à l'épreuve les familles politiques comme si on les avait minées. Évidemment tous les changements et adaptations à faire prennent des dimensions passionnelles et irrationnelles et je crains que ce soit le cas aux élections européennes. On risque d'avoir des partis extrémistes de gauche comme de droite qui feront des scores considérables au détriment des grandes familles politiques qui n'ont pas su prendre en compte les angoisses des citoyens. Mais je vous rassure tout de suite, il n'y aura pas une majorité de populistes ou de nationalistes au Parlement européen parce qu'ils sont divisés. [...] Les pays de Visegrad ont des représentants qui siègent aujourd'hui dans quatre groupes politiques différents. Aujourd'hui 25% des parlementaires européens sont franchement eurosceptiques ; il y en aura peut-être 30%, mais il n'y aura pas de minorité de blocage au Parlement européen. En revanche les deux grands groupes ne seront peut-être pas assez forts pour faire une majorité de gouvernement, on fera alors appel à un troisième et le fonctionnement du Parlement européen n'en sera pas pour autant bouleversé.

### **L'Europe est un vrai sujet de fierté**

[...] On ne peut pas se contenter de dire qu'il faut plus d'Europe, il faut le démontrer par l'efficacité des dispositifs mis en place, il faut montrer que les angoisses sont prises en compte et que ceux qui les portent ont tort de les porter jusqu'à l'irrationnel. Il y a des solutions, l'Europe c'est plutôt une solution qu'un problème et c'est notamment elle qui permet les solutions que chaque État ne pourrait apporter seul à des demandes réelles, légitimes de nos populations. Est-ce qu'on va traiter toute l'immigration jusqu'à remplacer notre culture, notre religion ? Ce sont des questions que les gens se posent ; il faut y répondre. La réponse doit être conforme à nos valeurs et doit nous permettre de maîtriser ce qui se passe sur notre planète. Il faut qu'on arrive à faire partager un vrai sujet de fierté : ce que nos pères ont réalisé dans cette période post-deuxième guerre mondiale, il faut que nous soyons à la hauteur de cette fierté. Arrêtons de nous plaindre ! Quand on regarde le monde aujourd'hui, nous sommes les enfants gâtés de la planète ; essayons de transmettre aux générations futures.